



L'honneur d'un homme politique

Peut-on encore attendre quoi que ce soit d'un homme politique ? Un nombre croissant de Français se posent la question. Pis, une bonne part ont d'ores et déjà répondu en choisissant de s'abstenir, en opérant une sécession silencieuse dont le premier résultat est de laisser ceux qui votent encore orienter les choix dans le sens de leurs convictions et, fatalement, de leurs intérêts. La perte de confiance dans le personnel politique est un des symptômes d'une crise démocratique qui gangrène progressivement le pays. Et le spectacle du marigot politicien, avec ses trahisons et ses incompétences, ne peut que renforcer ces citoyens réfractaires dans l'idée que le sens du mot « ministre » – du latin *minister*, le serviteur – s'est définitivement perdu.

Il est pourtant des hommes et des femmes, dans tous les camps, qui font mentir ce triste diagnostic. Contrairement à ce que pensent les blasés et les cyniques, il reste quelques individus qui s'engagent en politique pour défendre la France et les intérêts des Français. Olivier Marleix, dont on a appris ce lundi 7 juillet le suicide, était indéniablement de ceux-là. Dans un camp politique où l'on a depuis longtemps abandonné toute trace d'une quelconque vision gaullienne, il avait continué, lui, à croire en ces quelques notions : indépendance, souveraineté, nation... Il en défendait, surtout, les déclinaisons concrètes.

Il est vrai que l'histoire récente de la droite et de l'UMP devenue Les Républicains illustre le naufrage des partis dits « de gouvernement », qui, à force d'éviter à peu près tous les sujets qui pouvaient potentiellement les diviser, ont tout simplement cessé de penser. Pour refermer au plus vite les fractures ouvertes par les référendums sur Maastricht et sur le traité constitutionnel européen, il a semblé urgent de ne surtout pas analyser les dysfonctionnements d'une Europe obsédée par la concurrence et incapable de constituer des géants industriels pouvant résister aux appétits monopolistiques des entreprises américaines et chinoises. Il était plus payant de se concentrer sur les questions identitaires, de promettre un durcissement en matière de sécurité et d'immigration pour espérer reconquérir l'électorat parti au RN. Jusqu'au moment où le président du parti lui-même a rejoint l'adversaire avec armes et bagages. La tragicomédie du ralliement d'Éric Ciotti au RN est l'aboutissement ultime de cette dérive d'une droite loin, très, très loin des fondamentaux du gaullisme, à savoir l'attention portée aux conditions les plus concrètes de la grandeur de la France.

Dans ce marasme, un député LR s'est intéressé aux causes de la désindustrialisation : Olivier Marleix a effectué à droite le

travail que certains faisaient ailleurs dans le champ politique, et que des journalistes, à *Marianne* ou au Comité Orwell, portaient dans le champ médiatique. Si Jean-Michel Quatrepoint, fondateur du Comité Orwell, fut le tout premier à alerter, dans *Alstom, scandale d'État*, en 2015, sur les conséquences pour la souveraineté de la France de la vente à General Electric de la branche Énergie d'Alstom, qui assurait la maintenance des centrales nucléaires, Olivier Marleix fut celui qui, dans le champ politique, porta ce combat. Inlassablement, il dénonça le mélange de forfaiture et de lâcheté qui est revenu à priver la France d'un actif essentiel.

S'intéresser aux questions industrielles nécessitait, avant que le Covid et la guerre en Ukraine ne rendent évident le déclin de la France, une forme d'obstination et de rigueur que peu de politiques ont. Cela nécessitait également une vertu qui a depuis longtemps cessé d'être majoritairement partagée au sein de l'élite médiatico-politique : le patriotisme. Car si le mot « gaulliste » a un sens, en une époque où à peu près tout le monde se prétend gaulliste, c'est bien dans ce mariage entre la conscience historique d'une destinée particulière de la France et la conviction qu'il n'est pas de démocratie véritable pour une nation privée des instruments de sa souveraineté : industrie, agriculture, défense, énergie...

Il y a, dispersés dans le champ politique, des gens d'horizons différents qui partagent cette vision et qui la déclinent en des engagements concrets et des combats austères, loin des caricatures de chaînes d'info et des invectives qui sont le lot de l'Assemblée nationale nouvelle génération. Si les citoyens voyaient plus souvent ces hommes et ces femmes à l'œuvre, ils retrouveraient sans doute un peu de foi en la démocratie et pourraient se remettre à croire que la politique peut « changer la

vie ». Hélas, de même que peu d'entre eux, sans doute, connaissaient Olivier Marleix, ils n'identifient pas tous ceux qui, parfois dans l'anonymat, sauvent l'honneur de la politique en la vivant comme un don de soi à la collectivité.

Car le clivage est désormais celui-ci : d'un côté, tous ceux qui suivent des intérêts personnels ou catégoriels, qui servent l'oligarchie ou flattent une communauté pour préserver leur position, de l'autre, ceux qui croient encore en la France, corps et âme, la France dans sa matérialité et son histoire et la France comme concrétisation d'une idée politique faite de liberté, d'égalité et de fraternité, la France comme part de la civilisation européenne et comme puissance indépendante des empires, la France comme projet commun de citoyens libres. ■

Il reste quelques individus qui s'engagent en politique pour défendre la France et les intérêts des Français. Olivier Marleix était indéniablement de ceux-là.